

ESPRIT

Refaire les humanités

Notre revue, 80 ans après « Refaire la Renaissance »

La culture classique et l'avenir des langues

*L'éducation et les émotions démocratiques
selon Martha Nussbaum*

Une approche humaniste du débat sur la technique

*Philippe Cibois, Carole Desbarats, Andrew Feenberg,
Serge Haroche, Denis Meuret*



Les controverses du « mariage pour tous »

Cyrille Duvert, Xavier Lacroix, Jean-Louis Schlegel, Bernard Sichère

La gauche à l'heure du pacte de compétitivité

François Meunier

Emerson et l'emprise du legs

Pierre-Yves Pétilion

Décembre 2012

SOMMAIRE

- 3 Éditorial : 1932-2012, « Refaire la Renaissance », plus que jamais. *Esprit*
- 5 Positions – Une conférence de presse sans journalistes ? (*Olivier Mongin*). Les États-Unis, une union plus ou moins parfaite (*Alice Béja*). Un monde inégalitaire en mal de classes moyennes (*O. M.*)

REFAIRE LES HUMANITÉS

- 16 Quel retour des humanités ? Introduction. *Esprit*
- 20 L'avenir des humanités. *Philippe Cibois*
La culture classique ne peut plus aujourd'hui être considérée comme un « héritage » à réactiver. Il faut la réapprendre, non comme un patrimoine, mais comme une manière de penser le monde dans sa globalité, sans se laisser enfermer dans des savoirs techniques qui ont tendance à devenir hégémoniques ; cela suppose de repenser les méthodes d'enseignement du français, du latin, etc., pour faire contribuer ces matières à une éducation à la démocratie.
- 35 L'éducation artistique et les émotions démocratiques.
Carole Desbarats
L'ouverture des élèves à l'art est un serpent de mer des réformes éducatives. Mais il ne faut pas aborder la question de l'éducation artistique sous le seul angle de l'« apprentissage ». Il s'agit en effet de créer des rencontres, par la pratique ou la confrontation aux œuvres, pour faire naître les « émotions démocratiques » dont parle Martha Nussbaum, et qui sont aussi de l'ordre de la pensée.
- 47 Éducation scientifique, éducation artistique.
Entretien avec Serge Haroche (encadré)
- 49 La pensée de la technique : pour une approche humaniste.
Entretien avec Andrew Feenberg
La critique de la technique repose souvent sur une méconnaissance de ses conditions sociales de production. En effet, si la technique peut bien sûr être instrumentalisée, il convient, plutôt que de la condamner en elle-même, de l'intégrer à la société, par exemple en offrant aux ingénieurs une formation généraliste incluant les humanités, ou en favorisant l'intervention des utilisateurs sur l'évolution des outils de communication.
- 65 Plus équitable, l'école retrouverait la voie de la réussite.
Denis Meuret
Les enquêtes Pisa montrent que l'équité de l'école française s'est beaucoup dégradée au cours des années 2000. La rétablir relève de l'engagement politique et social, mais aussi du souci d'efficacité. Pour y parvenir, il ne faut pas craindre d'adopter certaines mesures d'évaluation par les résultats, souvent diabolisées, mais qui permettraient pourtant de mieux prendre en compte les besoins des élèves les plus faibles.

Sommaire

ARTICLES

- 82 Les controverses du « mariage pour tous ». *Table ronde avec Cyrille Duvert, Xavier Lacroix, Jean-Louis Schlegel et Bernard Sichère*

L'ouverture du mariage aux couples de même sexe invite à s'interroger sur le mariage lui-même : est-il une célébration de l'amour ou la fondation de la famille ? On voit bien que c'est sur ce terrain que se déplace le débat, autour des questions de procréation et de filiation, de rapport au corps et de droit de l'enfant. Encore faut-il savoir si le droit seul est véritablement en mesure de les trancher.

- 93 Les multiples facettes du pacte de compétitivité.
François Meunier

Les mesures annoncées par le gouvernement à la suite du rapport Gallois pour améliorer la compétitivité de la France reposent en grande partie sur des transferts de charges sociales, qui représentent une sorte de « déévaluation interne ». Cela ne peut pourtant suffire à regagner en compétitivité, face à une Allemagne qui, qu'on le veuille ou non, est aujourd'hui la puissance économique dominante, donc celle par rapport à laquelle on doit se situer.

- 103 Emerson et l'emprise du legs. *Pierre-Yves Pétilion*

Comment proclamer son indépendance ? Si les États-Unis ont conquis en 1776 leur indépendance politique, leur dépendance culturelle vis-à-vis de l'Europe persiste au XIX^e siècle. Le philosophe Ralph Waldo Emerson en appelle, lui, à se libérer de ces liens encombrants, à aller « un peu plus loin » pour donner une nouvelle forme à la pensée, aux mots ; mais est-il vraiment possible de penser « au-dehors », de se libérer de l'emprise de l'héritage ?

JOURNAL

- 116 Sécurité et justice : y a-t-il un tournant politique ? (*Denis Salas*). Que reste-t-il de la gauche ? (*Michel Marian*). Mumbai et Le Caire. La ville privée, « la » bidonville et la ville éclatée (*Olivier Mongin*). Comment finir ? *Amour*, de Michael Haneke (*Benjamin Delmotte*). *Vous n'avez encore rien vu*, d'Alain Resnais (*Claude-Marie Trémois*). Fluxus, un ratage fécond (*Isabelle Danto*)

BIBLIOTHÈQUE

- 137 Repère – Quand la crise devient la norme, par *Carole Widmaier*. À propos de *la Crise sans fin. Essai sur l'expérience moderne du temps*, Myriam Revault d'Allonnes
- 140 Librairie. Brèves. En écho. Avis

Abstracts on our website : www.esprit.presse.fr

Couverture : © Sophie Chivet/Agence Vu

Éditorial

1932-2012, « Refaire la Renaissance », plus que jamais

NOTRE horizon collectif, depuis le déclenchement de la crise de 2008, paraît surplombé par les échéances économiques. Nos espoirs suivent les courbes d'activité ; notre moral, les aléas de la conjoncture. Notre avenir est un taux de croissance. Pas seulement parce que nous nous sommes laissé prendre dans l'étau de la dette et des déficits. Ce rétrécissement de nos anticipations vient surtout d'un manque de représentation des possibles, d'une mutilation de l'imagination de l'avenir.

Tel est le privilège de l'économie, de pouvoir imposer, selon une logique sans rivale, les solutions aux problèmes créés par ses propres déséquilibres. Les remèdes d'aujourd'hui orientent déjà les décisions de demain et préparent les déséquilibres de la crise qui suivra. Les États européens, poussés à éteindre le feu menaçant de la panique bancaire en 2008-2009, ont ainsi propagé l'inquiétude sur leur propre dette : la solution de la veille est devenue la menace du lendemain. Mais il ne suffit pas d'en appeler à un sursaut politique pour s'émanciper des experts et requalifier une action souveraine. On n'échappe pas aux contraintes de l'économie par la rhétorique de la volonté, sauf à se contenter du magistère du verbe et de la tour d'ivoire des idées pures.

Une revue, qui, avec ses lecteurs, s'ancre dans les multiples dimensions de la société, a justement vocation à faire descendre les idées du monde spéculatif vers une pensée en situation.

Née en 1932, la revue *Esprit* s'est développée au seuil d'une décennie consciente d'un ébranlement intellectuel et moral, symbolisé par le krach de 1929. Dans un style de manifeste, « Refaire la Renaissance », l'analyse cadrerait large et diagnostiquait une « crise de civilisation ». Pourtant, dès le premier numéro, une rubrique, incongrue pour une revue de jeunes philosophes, est consacrée à l'économie. C'est qu'il faut, explique Emmanuel Mounier, se prémunir contre la guerre des idéologies, dont il pressent la périlleuse montée en puissance, par la patiente description du réel. *Esprit* : le titre de la revue n'est pas un vœu d'idéalisme mais un manifeste contre l'utilitarisme et le matérialisme. Parler de l'économie, pour Mounier, présente le mérite d'ancrer la réflexion dans un terrain précis, pour refroidir les esprits affolés de mots d'ordre et d'idéologies meurtrières.

Quatre-vingts ans après, la crise, encore... Mais parler de « crise », n'est-ce pas un piège lexical qui bride la pensée ? Au contraire, il s'agit de prolonger l'étonnement devant la déroute des certitudes et des évidences, au-delà de l'économie. Une revue n'est pas une forme éditoriale figée, c'est un style de pensée indissociable d'un sentiment historique, le style d'une pensée qui se reconnaît bousculée par les aléas des événements. Rétive par sa forme à l'esprit de système, elle procède dans un travail collectif, par approches successives. Mais avec quels projets à venir ?

Les instruments qui ont créé l'impasse actuelle ne donneront pas les solutions pour s'en sortir. La « destruction créatrice » de notre régime de croissance ne peut plus faire abstraction de notre appartenance à un monde fini. Les effets mondiaux de la démographie, de l'exploitation intense des ressources naturelles, des dégâts environnementaux, des échanges accélérés, des nouvelles formes de culture... ne sont pas des représentations monnayables.

La paresse à reconnaître la réalité de ces nouveaux défis alimente un scepticisme politique dangereux. Les explications rétrospectives qui naturalisent les injustices confortent le sentiment de dépossession démocratique : des forces impersonnelles sont à l'œuvre, qui ont déjà choisi pour nous. Supercherie, dès lors, de la délibération, des confrontations d'idées... Une imagination transformatrice doit aussi répondre à cette peur de l'impuissance collective, redonner prise sur les événements. La démocratie n'est pas un jeu d'apparence, elle est un avenir, le seul où donner de la voix n'est pas une soupe dérisoire de l'impuissance.

Esprit

Position

Une conférence de presse sans journalistes ?

TRÈS attendue par l'opinion et par les médias, la conférence de presse du président François Hollande le 13 novembre 2012 n'a guère surpris sur le fond, puisque les thèmes et séquences avaient été annoncés et anticipés dans de nombreux entretiens *off* ou par des déclarations de Jean-Marc Ayrault. On connaissait le recadrage présidentiel destiné à montrer la cohérence de l'action engagée depuis le 15 mai : si les étapes mises en avant (la stabilisation de l'Europe monétaire et le sauvetage monétaire de la Grèce, le rééquilibrage indispensable des comptes publics, le pacte de compétitivité) étaient connues, c'était également le cas des principes orchestrés (la justice, la solidarité, la nation...). Certes, le président a insisté sur la continuité de l'action conduite : s'il a majoré des chiffres et durci des mesures à l'occasion de cette conférence de presse (on passe de 50 milliards à 60 milliards d'économie pour les dépenses publiques), il n'y aurait pas de discordance entre ses promesses de campagne et les mesures prises ensuite, il ne reste donc qu'à attendre une reprise afin de sortir de la crise.

Qu'il y ait tournant ou non est finalement secondaire, la question étant plutôt de savoir si nous pouvons renouer avec un mode de croissance et un type de développement qui n'est apparemment plus de mise. Mais le président, très à l'aise, très élyséen, mettant le *je* en avant, cassant l'image de celui qui n'affronte pas les obstacles mais les contourne, donnant de temps à autre des réponses à ses propres questions (« avant que vous me les posiez », comme il l'a dit à plusieurs reprises), a si bien cadré sa conférence et sa prestation

que les journalistes, adeptes du Hollande *bashing* quelques semaines auparavant, soucieux de prendre le micro et de se montrer, ont posé des questions relevant de la seule dynamique politique sans être capables de déborder le président, de le gêner, de le perturber et de l'obliger à sortir des sentiers qu'il avait décidé d'emprunter. C'est le revers de ce genre de cérémonie que Nicolas Sarkozy était, pour sa part, incapable de maîtriser. Les vingt-neuf questions étaient prévisibles (la dernière sur les erreurs du président était même ridicule), Hollande prenait un malin plaisir à passer la parole comme un animateur à des journalistes qu'il caressait dans le sens du poil (il en a même privilégié à l'occasion, non sans ironie, comme la journaliste du *Figaro Magazine* Christine Clerc). Si l'on excepte les interrogations attendues sur la politique étrangère (Syrie, Palestine, Mali...), les questions sont restées dans l'orbite politique. C'est la limite de ces conférences de presse où le journalisme politique à la française, qui ne connaît que les présidentielles et les partis politiques, devient aphasique.

Pourtant, que la reprise économique intervienne ou non, Hollande et son gouvernement ont pris un tournant effectif et délicat à gérer. Intervenant six mois après les élections, dramatisé mais très différent de celui de 1983 où la gauche a misé, deux ans après la victoire de 1981, sur la démocratie d'opinion plus que sur un compromis social, ce tournant social-démocrate repose sur la possibilité d'un compromis capital/travail et d'une refonte du dialogue social. Des conditions de ce compromis, on n'a guère parlé dans le salon élyséen, alors qu'un échec des négociations serait catastrophique : *quid* des syndicats, de la CGT, du patronat, des conditions d'un dialogue réussi ? De même, le président n'a-t-il pas éclairé, dans le sillage de Dominique Strauss-Kahn qui en fut le théoricien, les ressorts de ce qu'il nomme un « socialisme de la production » (« Je connais bien l'histoire du socialisme qui a privilégié la demande sur l'offre, a-t-il dit d'un air amusé, mais il faut aujourd'hui équilibrer, ne pas tout miser sur la demande et jouer sur l'offre ») ? Mais la salle avait la gorge nouée : aucune question sur les choix d'un protectionnisme industriel à la Louis Gallois qui rappelle à Jacques Julliard le gaullisme de gauche, pas plus d'interrogation sur une critique du consumérisme qui oublie que les nouvelles technologies sont d'abord un facteur d'exacerbation de la demande individuelle.

Si les changements en cours et les décisions qui les accompagnent ne sont pas conjoncturels, s'ils sont d'ordre structurel et

systémique et ont des liens avec une mondialisation qui met d'abord en concurrence les pays développés entre eux, on ne s'en est guère inquiété. Invoquer la sortie de crise et affirmer que le déclin n'est pas notre destin ne doit pas empêcher de saisir ce qui se passe. Le président, on l'a laissé entendre en *off*, ferait-il si peu confiance à des Français pas vraiment capables de comprendre les évolutions profondes, qu'il n'ose pas leur parler des facteurs structurels de cette crise ? Si on ne lui demande pas de dessiner une grande vision gaullo-romaine mais de fournir des éclairages sur le moment historique, le silence sur les transformations technologiques (un socialiste est censé observer les technologies et leur évolution) qui affectent les régimes de production et de consommation est aussi un silence historique. Un silence qui a conduit le président à osciller entre un éloge de la patrie (nous tous réunis) et une prise en considération lointaine du monde (nous devons nous adapter, a-t-il dit, à des changements qui s'opèrent ailleurs). Un silence qui n'est pas sans alimenter aussi l'idée que la réforme des collectivités territoriales permettra de pallier le retrait de l'État (en dehors de ses fonctions régaliennes) et son affaiblissement économique. L'acte III de la décentralisation sera l'une des prochaines étapes des réformes pour le président, celle de la réforme de l'État et des collectivités territoriales prévue au début de l'année 2013 sous l'égide de Marylise Lebranchu. Mais, de même qu'il a affirmé qu'il ne toucherait pas au statut des fonctionnaires et qu'il ne favoriserait pas le vote des immigrés, il ne s'est pas trop aventuré dans les arcanes de la représentation politique locale¹.

Personne ne le lui demandait, le journalisme politique était discret voire absent ce jour-là, comme abattu, il n'avait pas d'autre souci que de savoir si François Hollande survivrait au Hollande *bashing*. C'est apparemment le cas, mais on aimerait que la presse fasse aussi son métier et que le jeu des questions et réponses soit mieux pris en considération dans l'enceinte élyséenne. Le capharnaüm de questions inexistantes a permis à Hollande de recycler les mots et les thèmes de son intervention, ce fut une réussite de ce point de vue. Il nous manque cependant de la part du président un semblant de compréhension historique de la crise, en faisant écho

1. L'argumentation est fragile sur ce point qui suscite foule de résistances : au scénario d'une fusion de la région et des départements, la ministre Marylise Lebranchu répond que la disparition des départements serait une erreur puisque cela reviendrait à transférer leurs dettes ailleurs. La solution reposerait dans une reconfiguration des compétences en fonction des territoires et des régions (France Inter, le 15 novembre 2012).

par exemple au dernier livre de Laurent Davezies dont le titre est bien inquiétant, *la Crise qui vient*². Encore faut-il reconnaître à Hollande et Ayrault le courage de prendre à revers bien des réflexes et dogmes de gauche. Mais pourquoi le faire ? La politique n'est pas seulement une capacité d'adaptation à la réalité, c'est aussi une affaire morale et intellectuelle. Si le tournant de 1983 n'a pas trouvé ses mots et son langage, s'il s'est rabattu sur la démocratie d'opinion, le tournant de 2012, qui mise sur un compromis social indissociable du pacte de compétitivité, n'est peut-être pas dans une situation analogue.

Olivier Mongin

2. Laurent Davezies, *la Crise qui vient*, Paris, Le Seuil, 2012.

Position

Les États-Unis, une union plus ou moins parfaite

DIFFICILE de trouver plus paradoxal que les premiers mots du préambule de la Constitution américaine : « Nous, le Peuple des États-Unis, en vue de former une Union *plus parfaite* » ; la recherche de la perfection n'est pas suffisante, il faut même aller au-delà. L'« État de l'Union » est donc primordial, fait l'objet d'un discours annuel de la part du président en exercice, et le nécessaire « renforcement » de cette union a été évoqué par Barack Obama au soir de sa réélection. Et ce n'est pas un vain mot. Ce que l'on a vu pendant la campagne (et même depuis les élections de mi-mandat de 2010), c'est un pays qui fait la part belle aux idées extrémistes, en matière sociétale (avortement, contraception...), sociale et politique (coupes dans les services publics, mobilisation contre la loi sur l'assurance santé), un pays aux institutions bloquées par un constant refus du compromis (blocage du budget au Congrès en 2011), un pays où la vie politique est soumise aux diktats de l'argent (cette campagne a été la plus chère de l'histoire, près de deux milliards de dollars pour la course à la présidentielle, six milliards si on y ajoute le Congrès) et des calculs stratégiques (les efforts des deux candidats se sont concentrés sur l'Ohio pendant les dernières semaines). Des États désunis, pour reprendre le titre d'un livre de Vladimir Pozner¹, dont on pouvait penser qu'ils couraient à leur perte.

Or, depuis le 6 novembre 2012, cette image a radicalement changé. Barack Obama a été réélu, avec une marge confortable de grands électeurs, grâce à une base électorale jeune, diverse, qui croit

1. Vladimir Pozner, *les États-Désunis*, Montréal, Lux éditeur, 2009 (1^{re} parution 1938).

à l'importance du rôle de l'État ; dans son discours de victoire, il a célébré l'« Amérique généreuse, [...] compatissante, [...] tolérante ». Le « mur de la dette », ou « falaise fiscale », du 31 décembre 2012 (date à laquelle des coupes automatiques dans le budget fédéral entreraient en vigueur si le Congrès ne statue pas sur les questions budgétaires) se rapprochant dangereusement, l'affrontement entre démocrates et républicains a brusquement fait place à un soudain désir de compromis. Les plus extrémistes des candidats républicains (par exemple Todd Aikin, candidat au Sénat pour le Missouri, qui avait déclaré qu'en cas de « viol légitime », le corps de la femme avait les « moyens » d'éviter une grossesse) ont été battus, et de nombreux référendums à travers le pays en faveur du mariage pour tous ou de la légalisation du cannabis ont donné l'image d'une société de plus en plus libérale.

Que croire alors ? Que nous avons été obnubilés par un petit groupe d'« hommes blancs en colère » (*angry white men*) qui nous ont caché la forêt harmonieuse d'une société américaine unie derrière son président métissé ? Ou bien que le pays est au bord de la sécession, avec des groupes de plus en plus irréconciliables (des commentateurs de *Fox News*, au soir du 6 novembre, ont affirmé que la défaite de Mitt Romney s'expliquait par le fait que les « vrais Américains » étaient devenus minoritaires dans le pays) ? Bien sûr, les campagnes sont des moments d'exacerbation des tensions, et au contraire, l'élection doit panser les plaies et réunir le pays. Mais ce n'est pas tout. Il y a deux aspects dans cette perception contradictoire. Le premier est idéologique et politique ; effectivement, la polarisation autour de ce que l'on appelle les « valeurs » (port d'armes, avortement, mariage, etc.) demeure, bien que la baisse de la croyance religieuse chez les jeunes puisse faire supposer une plus grande modération à l'avenir, et cette polarisation a atteint des sommets au cours du premier mandat de Barack Obama (sa couleur et ses origines n'étant pas étrangères à l'appel aux « vraies valeurs » américaines lancé par le *Tea Party*). Elle n'est pas résolue, bien que les questions économiques soient aujourd'hui plus importantes aux yeux des Américains, mais cette élection a de fait révélé que le parti républicain ne pouvait pas gagner en s'appuyant sur les franges extrêmes de son électorat, et qu'il lui faudrait changer son message politique pour s'ouvrir davantage aux minorités.

Le second aspect est institutionnel. À trop se focaliser sur l'élection présidentielle, voire sur l'Ohio, on en finirait presque par oublier que les États-Unis comptent cinquante États, et qu'en ce

premier mardi de novembre, les Américains ont voté pour une foule d'autres charges que celle de président. Il y avait, bien sûr, des sénateurs et des députés à élire, mais aussi parfois des maires (à Honolulu ou Portland, Oregon), des shérifs (comme le très controversé Joe Arpaio, réélu en Arizona), des procureurs (dans le Colorado) ; pour ne rien dire des référendums d'initiative populaire (pas moins de onze en Californie !) allant de la peine de mort au mariage pour tous en passant par la signalisation des OGM sur les emballages alimentaires, la légalisation du cannabis ou le port du préservatif pour les acteurs de porno. On critique souvent, en France, la faible participation des Américains aux élections (57,4 % en 2008, meilleur taux depuis 1972). Mais, même si cela n'explique pas tout, il faut tout de même rappeler que les procédures d'inscription sur les listes électorales sont bien plus complexes aux États-Unis, que le vote a lieu en semaine, qu'il faut parfois faire la queue pendant des heures pour mettre un bulletin dans l'urne, et que ledit bulletin a des allures de déclaration d'impôts (non préremplie). Par ailleurs, en ce qui concerne l'élection présidentielle, le système des grands électeurs a pour conséquence que certains États, acquis d'avance (la Californie, New York, le Texas), sont de fait dévalorisés, et qu'un candidat peut remporter l'élection sans avoir la majorité du vote populaire (ce fut le cas en 2000). À l'inverse, les mouvements *grassroots*, ou *bottom-up* (du bas vers le haut, venus de la base), sont toujours bien vivants, et tentent de faire évoluer la législation, d'abord localement, avec l'espoir d'arriver enfin au niveau fédéral ; c'est le cas des associations gays et lesbiennes.

Les États-Unis sont ainsi une démocratie à plusieurs vitesses, à plusieurs régimes. D'un côté, une Constitution à laquelle on voue un véritable culte, et qui institue un régime qui a su se maintenir démocratiquement (avec des hauts et des bas) au fil des ans, mais qui, n'ayant pas changé depuis 1787 et étant extrêmement difficile à amender, enferme parfois la démocratie américaine dans des carcans qui ne correspondent plus aux aspirations contemporaines (système des grands électeurs). De l'autre, des formes de démocratie directe et de démocratie locale qui maintiennent au travers du pays une certaine vivacité démocratique, mais peuvent parfois faire gagner le populisme. C'est à cela, aussi, qu'il faut s'intéresser lorsqu'on observe la politique américaine, car c'est cela, aussi, qui fait naître les grands mouvements d'émancipation et les grandes fermetures idéologiques.

Alice Béja

Un monde inégalitaire en mal de classes moyennes

LA MONDIALISATION économique s'incarne dans des pays qui sont d'une grande variété si on les considère sur le plan du territoire et de la puissance : les uns sont des émergents (le Brésil, l'Afrique du Sud, l'Inde...) et d'autres des ré-émergents (la Chine était la principale puissance économique du monde au milieu du XIX^e siècle de même que l'Argentine était le deuxième pays industriel durant les deux guerres mondiales), les cités-États de la péninsule arabique se distinguent de pays continentaux comme le Brésil, le capitalisme financier n'est pas la règle pour beaucoup d'entre eux et l'expression « BRICS » mélange des États rentiers et les autres. Si la dynamique d'ensemble des émergents est ressentie en bien (ce sont des clients potentiels sur le plan de la consommation) et en mal (ce sont des concurrents effectifs sur le plan de la production) par ceux qui ont occupé ces deux derniers siècles une position hégémonique, comment qualifier la croissance des émergents en dépit de leurs différences ? Favorise-t-elle ou non un développement moins inégalitaire ?

Impressionné par l'expansion de la Chine, par sa démographie, par la vitesse du développement de ses infrastructures (2,5 % du PIB dépensé pour les grands travaux aux États-Unis, 5 % en Europe et 9 % en Chine), fasciné par la rapidité à laquelle progressent les émergents, on se satisfait un peu vite du constat que la mondialisation en cours réduit les inégalités. Cela revient à mettre sur le même plan ce qui se passe « globalement » du point de vue de la croissance et ce qui vaut à l'intérieur des pays (émergents ou non) :

alors que les inégalités se réduisent à l'échelle mondiale entre les puissances (mais comment comparer Abou Dhabi et un pays continent comme les États-Unis, la cité-État portuaire de Singapour et le Brésil ou l'Allemagne ?), les inégalités croissent simultanément au sein des pays émergents mais aussi en Europe. Même si la baisse des inégalités est exemplaire dans un pays comme le Brésil, le fossé entre les plus pauvres et les plus riches a tendance à croître à peu près partout.

Alors que l'on a été habitué à se représenter en Europe la croissance en termes d'ascenseur social, il faut se demander, en dépit des leçons optimistes de la plupart des institutions internationales, qui aiment faire croire que l'on va vers un monde meilleur, si la question à venir n'est pas celle de la montée des inégalités internes. Philippe Bourguignon vient de le rappeler à bon escient dans *la Mondialisation des inégalités*¹, puisqu'une croissance sans développement des égalités affecte l'action démocratique et crée des tensions sociales vite insupportables pour la collectivité.

Moins de disparité entre les pays à l'échelle mondiale, plus d'inégalités internes, tous les pays du monde sont confrontés à cette situation avec plus ou moins d'intensité². Cette approche remet en cause l'idée d'une « croissance progressive avec développement », d'une croissance correctrice des inégalités, et elle invite à réfléchir au rôle et à la place des classes moyennes dans les pays émergents. Ces classes qui tirent le bas vers le haut sont-elles en voie de constitution et de consolidation ? Dans un opuscule récent, Christophe Jaffrelot³, bon connaisseur de l'Inde, se penche sur ce cas de figure dont on vante les vertus sur le plan de la recherche et de l'excellence. S'appuyant sur des facteurs permettant de saisir l'existence d'une classe moyenne⁴, il voit dans la classe moyenne indienne une classe fragile, peu incitatrice, très méritocratique, peu

1. Philippe Bourguignon, *la Mondialisation des inégalités*, Paris, Le Seuil, 2012.

2. P. Bourguignon souligne que la difficulté des pays développés, qui ont tendance à réduire la redistribution et la protection sociale au motif qu'ils doivent défendre leur compétitivité, ne vient pas tant de la concurrence des pays émergents que de celle des autres pays développés également confrontés à la désindustrialisation.

3. Christophe Jaffrelot, *Inde, l'envers de la puissance. Inégalités et révoltes*, Paris, CNRS Éditions, 2012.

4. Selon C. Jaffrelot (*Inde, l'envers de la puissance, op. cit.*, p. 20), le meilleur institut des sciences sociales de l'Inde (le CSDS) retient ces quatre caractéristiques alors que 90 % de la population active travaille dans le secteur informel : la fréquentation du système éducatif pendant dix ans au moins ; la détention d'au moins trois de ces quatre objets : un véhicule à moteur, un poste de télévision, une pompe électrique et une terre non agricole ; une maison en dur (en brique ou en ciment) ; un emploi en col blanc. Sur la base de ces critères, le CSDS évalue à 20 % de la population indienne ceux qui appartiennent à la classe moyenne.

collective au sens de la solidarité, très individualiste tout en étant très familialiste sur le plan des mœurs, bref, il évoque une classe qui n'est guère susceptible de faire la médiation entre le haut et le bas et ne se préoccupe pas du développement hors des zones prospères de la réussite : il met en avant la persistance du clivage entre les villes et les campagnes sur le plan de la pauvreté, une géographie de la pauvreté (fossé entre des territoires de la réussite et ceux qui sont à la marge), et la résurgence d'un mouvement politique violent comme le naxalisme dans le « couloir rouge ». Mais la fragilité des couches intermédiaires, qui ne vaut pas que pour l'Inde, n'est pas sans lien avec les nouvelles technologies : l'économie iPhone fait cohabiter aux États-Unis des chercheurs et des développeurs hautement qualifiés et bien rémunérés d'un côté, et des vendeurs sans diplômes et mal payés de l'autre. Cette économie de l'intermédiation balaie les emplois et les places intermédiaires⁵.

Dans ces conditions, l'exemple de l'Inde, qui recoupe celui d'autres pays émergents (ou non), va à l'encontre des thèses du *trickle-down* et du *gush-up* mises en avant pour valoriser la mondialisation économique. Le *trickle-down*, le développement par capillarité, le « ruissellement » selon lequel les plus pauvres devraient bénéficier de la richesse des classes supérieures, est contesté alors même que le *gush-up*, l'« accaparement » des ressources naturelles par-delà les frontières par de grands groupes économiques ou des États (de la Chine au Qatar), se porte de mieux en mieux. Si la mondialisation atténue la pauvreté globale et les inégalités entre États, elle creuse les inégalités en leur sein à peu près partout où les États ne disposent pas des sources d'énergies naturelles susceptibles de leur garantir une rente. Il ne faut donc pas se leurrer : si les couches moyennes ont pu accompagner dans certains pays d'Europe l'invention de l'État social durant la phase industrielle, les efforts politiques en vue de favoriser la mutualisation et la redistribution, rares sont les manifestations de responsabilité et de solidarité sociale dans la plupart des pays émergents. On le voit bien dans le domaine de l'urbanisme et du logement : au Brésil ou en Inde, les couches montantes n'ont guère le souci de partager le bien-être urbain et l'État chinois contrôle les villes grâce à la contrainte d'un permis de résidence (le *hukou*)⁶. Mais il ne faudrait pas

5. Évariste Lefeuve, *la Renaissance américaine*, Paris, Léo Scheer, 2012.

6. Voir ma note de journal sur Mumbai et Le Caire dans ce numéro et celle du numéro d'août-septembre 2012, « *Le hukou*, ou comment contenir l'urbanisme en Chine ».

conclure de cette absence de couches moyennes responsables à un partage de rôles vertueux au seul bénéfice de l'Ancien Monde : les plus grandes villes des États-Unis ont des niveaux d'inégalité comparables à Abidjan, Nairobi ou Buenos Aires ; et le réchauffement climatique n'oppose pas le Nord et le Sud puisque la ville de San Diego, huit fois plus petite que São Paulo, pollue proportionnellement largement plus que celle-ci.

Olivier Mongin

Quel retour des humanités ?

IL Y A maintenant 80 ans, le manifeste de lancement de la revue Esprit, « Refaire la Renaissance » dénonçait l'assimilation de notre héritage culturel aux usages d'un temps marqué par l'égoïsme le plus étroit. Renouer avec l'ambition humaniste consistait d'abord à rompre avec les automatismes, les inerties, les calculs de l'ordre social établi, ou plutôt ce que Mounier appelait le « désordre établi ». Mais il refusait tout autant l'idéalisme des bonnes intentions, qui ne comprend pas l'unité profonde des questions culturelles, sociales et politiques. Ainsi déplaçait-il, en présentant le projet de sa revue, une attente : la culture ne donnait pas un répertoire de références mais une source de questions, le désir de surmonter la coupure organisée entre les individus dans un monde stratifié. Ces questions restent les nôtres au moment où la spécialisation des savoirs, l'émiettement de l'attention, l'enfermement des publications dans leurs « niches éditoriales » interrogent la pertinence d'une revue généraliste. Le débat sur les « humanités » nous donne l'occasion d'y revenir.

Le sujet n'est pourtant pas facile à traiter, tant l'érosion des inscriptions déstabilise certains lieux de formation. On n'en parle qu'avec réticence dans l'enseignement supérieur : les étudiants en filières littéraires et sciences humaines et sociales, qui restent les plus nombreux, ont connu une forte baisse de 2004 à 2011 (presque 10 %). Et la chute est particulièrement sensible dans les matières les plus vénérables, lettres, philosophie, langues anciennes mais aussi langues vivantes. Dans certaines universités, des départements ferment, faute d'étudiants¹. Avec la nouvelle gestion des personnels conférée aux établissements, des transformations sont-elles envisagées ? Le sujet est sensible car il touche à l'autonomie des enseignants chercheurs. En

1. « Faute d'étudiants, des matières disparaissent », *Le Monde*, 31 mai 2012.

effet, si certains départements manquent d'étudiants, d'autres, dans les mêmes universités, ressentent le besoin de former leurs étudiants, en droit, en médecine, par exemple, à un usage plus approfondi de la langue et à une connaissance mieux maîtrisée de la culture. Plus globalement, les écoles d'ingénieurs et de commerce souhaitent donner à leurs étudiants l'ouverture que représentent les disciplines « littéraires », qui tendent à supplanter les épreuves de culture générale². Le recul n'est donc pas unilatéral, il consiste plutôt en un basculement d'un statut de « majeure » à celui de « mineure ». Du point de vue institutionnel, on peut voir une chance de compensation dans le développement des « options » mais la question culturelle, elle, reste entière : pourquoi les choix d'orientation des étudiants sont-ils si défavorables à ce qui représentait, naguère encore, l'excellence disciplinaire ?

On y verra bien sûr en premier lieu une logique de débouchés : les étudiants, poussés par des familles inquiètes, maximisent leur temps de formation en privilégiant les voies professionnalisantes. Cette perception d'ensemble cache cependant un double mouvement qui explique le déséquilibre grandissant des effectifs universitaires. Les parcours des étudiants fonctionnent en effet actuellement à l'inverse de ce qui avait été prévu dans l'architecture de l'enseignement supérieur. Pour répondre au besoin de main-d'œuvre qualifiée dans le monde professionnel (économie de services, nouvelles technologies...), le choix a été fait d'augmenter le nombre d'étudiants bacheliers. Cette augmentation s'est faite en grande partie par le développement des bacs professionnels et techniques. Pour prolonger ce mouvement, la voie professionnelle a été développée dans l'enseignement supérieur avec les BTS et les IUT, des voies professionnalisantes courtes, bien encadrées, permettant des formations en alternance qui faisaient tant défaut à notre système d'enseignement, offrant au final de bonnes perspectives de débouchés. Le succès de ces voies de formation est tel qu'il a attiré les élèves des bacs généralistes, toujours plus nombreux, au détriment des bacheliers pro et techno. Ces derniers, pour poursuivre leur formation, n'ont plus d'autre choix, devant la fermeture de la filière qui leur est naturellement dévolue, que de s'inscrire à l'université, dont les conditions d'enseignement ne leur sont pas familières. Ce sont d'ailleurs les difficultés particulières de ces étudiants qui expliquent les chiffres inquiétants de l'échec en licence,

2. « Prépa, méca, compta ? Philo, socio, anthropo ! », *Le Monde*, supplément « Universités et grandes écoles », 15 novembre 2012.

un sujet de mobilisation prioritaire pour le ministère, sans succès pour le moment. Le quiproquo est donc complet, d'autant que les meilleurs élèves des filières courtes sont nombreux à rejoindre l'université après la licence³.

La situation des disciplines classiques est indissociable de ces chassés-croisés des stratégies de formation. Dans une société de fort chômage, où le marché du travail est particulièrement défavorable aux jeunes, qui pourrait reprocher aux étudiants l'utilitarisme de leur parcours ? Si la désaffection des disciplines classiques traduit sans doute un « air du temps », elle exprime aussi l'inadéquation d'une offre universitaire qui ne parvient pas à orienter les étudiants vers les filières dans lesquelles ils pourraient réussir. Il convient donc de s'interroger sur le projet culturel de l'éducation et pas seulement sur une ambiance culturelle : quel statut les humanités ont-elles dans le projet éducatif français ?

Dans un rapport sur l'avenir des langues anciennes, Pierre Judet de La Combe et Heinz Wismann soulignaient le risque d'une approche trop spécialisée de la défense des langues classiques⁴. Élargissant leur réflexion aux usages des langues dans notre culture, ils souhaitaient défendre l'apprentissage des langues comme accès à une compréhension large de la culture et non à un usage finalisé et instrumental d'un code de communication. Plutôt que de défendre les « langues mortes », il faut valoriser des « langues de culture », par opposition à des « langues de service » tournées vers l'efficacité des échanges contemporains. En repartant des termes de ce débat, Philippe Cibois reprend ici la réflexion sur ce que peut apporter la culture classique à l'école. Loin de s'opposer aux efforts d'une école démocratique (laquelle ne se contente pas du succès des mieux dotés), les disciplines anciennes gardent leur place dans un projet éducatif. Au-delà des oppositions schématiques entre disciplines et socle de compétences, il s'agit toujours de viser l'émancipation personnelle à travers le savoir.

Celle-ci cependant, dans notre tradition, s'est confondue avec une approche intellectualiste des capacités, laissant de côté la part sensible de la personnalité. C'est pourquoi la philosophe américaine Martha Nussbaum, qui se demande « Comment former le citoyen du XXI^e siècle ? », s'inquiète d'une formation trop utilitariste, faisant

3. Voir Jean-Pierre Finance, Anne Fraïsse et Jean-Marc Monteil, « Les stratégies d'excellence : un risque de fragmentation pour les universités ? », dans notre dossier sur « Les mirages de l'excellence », *Esprit*, juillet 2012.

4. Pierre Judet de La Combe, Heinz Wismann, *l'Avenir des langues. Repenser les humanités*, Paris, Cerf, coll. « Passages », 2004.

Bernadette Rigal-Cellard

La Religion des mormons

Paris, Albin Michel, coll. « Spiritualités », 2012, 350 p., 15 €

Alain Gillette

Les Mormons.

De la théocratie à Internet

Paris, Desclée de Brouwer, 2012, 402 p., 27 €

Ces deux ouvrages – mais bien d'autres ont été publiés sur le sujet à la faveur de l'élection américaine – retracent l'histoire de cette religion *made in USA*, et son évolution depuis le « père fondateur » Joseph Smith jusqu'à l'incarnation de l'homme d'affaires américain qu'est aujourd'hui Mitt Romney. Le livre de Bernadette Rigal-Cellard est plus historique, plus centré aussi sur la dimension religieuse du mormonisme, là où celui d'Alain Gillette, plus critique, rend compte de la puissance de l'Église mormone, de son rayonnement international (rappelons que le premier temple mormon de France doit voir le jour au Chesnay, dans les Yvelines, et que ce projet suscite force controverses) et de sa gestion entrepreneuriale. Ce qui frappe, c'est le paradoxe profond d'une religion qui, d'une part, reste vue comme une hérésie par de nombreux chrétiens, et demeure mystérieuse et suspecte pour beaucoup d'Américains, et d'autre part exalte l'esprit américain : les fondateurs du mormonisme étaient en effet des pionniers, qui ont conquis les terres arides de l'Utah après avoir été chassés, entre autres, de l'État de New York, et nombre de grands hommes d'affaires américains (comme le directeur de la chaîne d'hôtels Marriott) sont aujourd'hui des mormons, pour lesquels l'initiative individuelle et la réussite (des hommes tout du moins...) sont des éléments essentiels de leur foi comme de leur appartenance nationale.

A. B.

Angelo Rinaldi

Le Roman sans peine.

Chroniques littéraires

Paris, Les Empêcheurs de penser en rond/La Découverte, 2012, 326 p., 20 €

La critique littéraire existe encore, mais souvent sans éclat, aseptisée, neutralisée, probablement, entre autres, par un système médiatique où toute pièce reçoit sa monnaie. Qui a envie de retrouver et la critique et la littérature ne regrettera pas de lire les chroniques d'Angelo Rinaldi dans *Le Figaro littéraire* entre 2003 et 2005. Elles nous donnent bien des regrets pour les nombreux livres dont le critique éclaire magnifiquement les raisons que nous aurions eues de les acheter – et que nous avons ratés faute de lire régulièrement un journal qui n'est pourtant pas tous les jours sans mérites. Espérons seulement que le style souverain du critique, qui nous donne tant de plaisir (le mot d'un « sémioticien » que Rinaldi n'aime guère) ou de bonheur (comme le dit la quatrième de couverture), n'éclipsera pas celles et ceux dont il parle si bien. Il y a certes les victimes de Rinaldi, et il arrive qu'on y compte une connaissance, un auteur à notre goût. Rendons à l'exécuteur cette justice : vérification faite, il livre toujours les raisons de ses éreintages, pratiqués presque à regret et assortis de conseils pour mieux faire. Piètre consolation pour ceux qui n'ont pas réussi l'épreuve du feu, mais les éditeurs au moins savent que le pire destin d'un livre, ce n'est pas une « mauvaise critique », mais le silence qui le précipite dès sa parution dans l'enfer sans fond des livres mort-nés. Pourquoi « le roman sans peine » comme titre ? Je ne sais, car sous la plume du critique tous les genres trouvent grâce, au sens littéral de l'expression, et avec eux la magie de la langue française.

J.-L. S.

EN ÉCHO

HERMÈS, *LES FRONTIÈRES ET LES MURS* – Ce numéro fort riche (n° 63, CNRS Éditions), car nourri de nombreux exemples et d'études originales, part de ce constat paradoxal : « Alors que partout on vante l'interconnexion comme principe de base de la mondialisation, alors que partout nous constatons l'importance des faits de mobilité et que les déplacements généralisés, caractérisés par la recherche permanente de vitesse, semblent promouvoir des territoires uniformisés, les murs et les frontières croissent et se multiplient, à toutes les échelles. » Plus l'emporte l'idée que nous vivons dans un monde ouvert car virtuel et sans frontières, plus la déterritorialisation virtuelle s'impose, plus il y a des territoires « purs et durs » organisés autour de murs. C'est ce qu'on appelle la « wallification », qui est l'autre face de la mondialisation. Si les deux coordinateurs de ce numéro, Michel Lussault et Thierry Paquot, évoquent à ce propos d'autres domaines que celui de l'urbain, ils n'en repèrent pas moins un nombre surprenant de frontières inattendues (alors même que les frontières traditionnelles ne disparaissent pas en raison de l'augmentation du nombre des États). Ce qui rend d'autant plus actuelle la pensée de G. Simmel pour qui « l'homme est un être-frontière qui n'a pas de frontière ». Belle expression, mais aujourd'hui prédominant la limite et la séparation d'un côté, la cité virtuelle de l'autre.

CONTROVERSE, DISPUTE ET DÉLIBÉRATION – L'originalité de la dernière livraison de *Raisons politiques* (août 2012, n° 47, Presses de Sciences Po) est de se pencher sur la notion de controverse, qui est distinguée de celles de délibération et de dispute. Alors que la notion de délibération est l'occasion de réflexions souvent formelles (dans le sillage de J. Rawls et J. Habermas) sur la démocratie, et que

celle de dispute renvoie à des rapports de force et de domination, la controverse permet de ne pas céder à une opposition excessive entre consensus et *dissensus*. Si la démocratie renvoie à l'idée d'un « consensus conflictuel » (Ricœur), la controverse rappelle aux partisans du consensus que le *dissensus* n'est jamais loin (des articles portent sur les controverses relatives au travail en 1848, sur une comparaison entre controverses savantes et débats militants, sur le rôle du Parlement comme espace de résolution des controverses). Dans la rubrique *Varia*, l'article de Stephen Macedo – « L'éducation civique libérale et le fondamentalisme religieux : l'affaire Dieu contre John Rawls » – mérite l'attention. Il en ressort que « le libéralisme politique décourage l'investissement complet du capital moral dans le secteur politique, et que c'est pour le mieux ». En effet, le libéralisme politique ne peut s'accommoder de minorités qui refusent le pluralisme et la tolérance.

LA MUE DE DROIT SOCIAL – Alors que *Droit social* (2012, n° 11), revue de référence dans le domaine du droit du travail et de la protection sociale, qui a rejoint les éditions Dalloz, adopte un format plus lisible et plus moderne et propose de nouvelles rubriques (une tribune, des études portant sur des sujets capitaux abordés en profondeur et une présentation de l'actualité présidentielle), Christophe Radé, le directeur, rassure les lecteurs pour lesquels l'invocation de la modernité n'est pas un argument suffisant : la mue formelle n'affectera en rien les valeurs qui ont soutenu la revue tout au long de son histoire, depuis plus de soixante ans. Ce qui ne laisse pas indifférent, à un moment politique et historique où les débats sur le droit du travail et la démocratie sociale vont être au premier plan.